

Subsides

sur le ministre de l'Agriculture publié dans le *Star* de Toronto rapportait les paroles suivantes du ministre:

Tout ce que les agriculteurs veulent, c'est obtenir des garanties: «Si je suis productif, garantissez-moi un bon revenu.»

Selon moi, c'est une philosophie socialiste que la plupart des éleveurs canadiens n'acceptent pas.

M. Whelan: Allons donc.

M. Hargrave: Cela s'oppose directement à l'idée d'un marché axé sur l'offre et la demande. Ma propre expérience indique que la plupart des agriculteurs productifs veulent la chance et le pouvoir d'exploiter les occasions commerciales qui se présentent.

M. Whelan: Vous détournez la question.

M. Hargrave: Pour ma part, je puis appuyer le principe du bill C-50 qui consiste à mettre fin aux pertes dans l'industrie de l'élevage, mais je ne puis accepter les dispositions de renchérissement concernant le bétail, précisément pour les raisons mentionnées dans les deux annonces du ministre au sujet du renchérissement. Cela crée de l'injustice entre les régions et encourage la surproduction.

Supposons qu'un programme de stabilisation fédéral pour les entreprises de naissage ait été en vigueur en 1975 et qu'il ait prévu, par exemple, \$50 par veau.

Le vice-président: A l'ordre. je regrette d'interrompre le député, mais son temps est écoulé. Il peut continuer avec le consentement unanime du comité. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

M. Hargrave: Monsieur le président, je remercie le comité de son amabilité. Je ne parlerai qu'une ou deux minutes de plus. Je disais donc, supposons qu'un programme de stabilisation fédéral ait été en vigueur en 1975 pour les entreprises de naissage et qu'il ait prévu des versements de \$50 par veau. Ce programme aurait coûté environ 275 millions de dollars au Trésor public. Que serait-il arrivé? Selon moi, la réduction du nombre de vaches qui était tellement essentielle ne se serait pas produite; du moins elle n'aurait pas été marquée. En outre, j'estime qu'un versement de \$50 par veau n'aurait pas été suffisant pour aider ceux qui avaient des ennuis, mais qu'il aurait encouragé les producteurs à s'attendre à ce qu'on maintienne le programme indéfiniment. Je crois que le prix courant des veaux aurait été quelque peu inférieur au prix normal, à une cause de la subvention de \$50.

S'il est vrai que la vente du grand nombre de bouvillons maintenant chez les éleveurs se heurtera à des problèmes, l'industrie canadienne de l'élevage a résolu, dans l'ensemble, ou est en train de résoudre ses propres problèmes sur un marché qui inclut les États-Unis. On peut dire que c'était une justice approximative, que c'était rapide et sûr. Au moins, l'industrie de l'élevage envisage maintenant un avenir meilleur, on ne peut en dire autant pour les producteurs d'œufs et de lait.

M. Marchand (Kamloops-Cariboo): Monsieur le président, sauf erreur, le comité interrompra ses travaux à 5 h 45 pour la sanction royale. Comme je dois préciser à 8 heures ce soir le comité des affaires indiennes, j'aurai à peine le temps de faire mes observations.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Sa Seigneurie sera en retard.

M. Marchand (Kamloops-Cariboo): Je ne reprendrai pas tout le sujet traité par le député de Medicine Hat; je laisse ce soin au ministre de l'Agriculture qui est un homme avisé. Je reconnais que le député qui a parlé au nom des éleveurs a apporté de bons arguments.

[M. Hargrave.]

Mais je signalerai à l'attention du comité un fait qui s'est passé en Colombie-Britannique, où les éleveurs ont adopté le programme d'assurance-revenu de la Colombie-Britannique. Je pense que le comité est au courant de la situation qui existait dans la province, ainsi que des difficultés qu'éprouvaient les éleveurs. Beaucoup d'entre eux étaient à la dernière extrémité. Il y a deux ans, la récolte de foin a été mauvaise, les prix du bétail étaient bas et certains exploitants étaient à bout de ressources.

Je ne parle de ceux qui venaient tout juste de se lancer dans l'élevage. Il ne s'agissait pas d'exploitants occasionnels, qui disparaissent du jour au lendemain. Beaucoup d'entre eux faisaient de l'élevage depuis 30 ou 40 ans. Certains d'entre eux étaient les descendants de ceux-là même qui ont refoulé mes ancêtres dans cette région; c'étaient donc des types solides. Bon nombre ont survécu et n'ont pu poursuivre leurs activités qu'à l'aide du programme d'assurance-revenu que la province avait instauré. Je sais que certains s'inquiètent des abus auxquels ce programme a donné lieu et de la trop grande dépendance de certains à l'égard de tels programmes. Mais, ils peuvent être bons s'ils sont appliqués comme il le faut. Le programme en question était bon et a assuré la survie de beaucoup d'éleveurs dans cette province.

Pendant quelques minutes, je voudrais parler de la fièvre catarrhale. Le ministre sait peut-être que nous en avons discuté au comité et je vous répète jusqu'à quel point les éleveurs de la Colombie-Britannique s'inquiètent du fait que 49 troupeaux dans la partie sud de la vallée de l'Okanagan soient affectés par cette maladie bien que j'ignore le nombre d'animaux atteints. La situation est grave et préoccupe bien des éleveurs. Je n'ai pas de doutes sur le programme d'abattage et j'estime beaucoup les experts en hygiène animal, les vétérinaires de la direction spéciale du ministère de l'Agriculture. Ils ont accompli du bon travail. Le programme d'abattage était nécessaire. Je pense qu'il était difficile de faire autrement.

Qu'on me permette de faire appel à la prudence. Je me préoccupe de l'éventualité que des troupeaux de cette région de la province soient contaminés à nouveau à moins que ne soit mis en œuvre un programme similaire d'extermination dans l'État de Washington. Les troupeaux canadiens paissent tout près de ceux de l'État de Washington. Dans certains cas, les pâturages s'étendent de part et d'autre de la frontière et les troupeaux se trouvent ainsi côte à côte, de chaque côté de la frontière. On me dit que l'insecte vecteur, un moustique dit «no-see-em» de la famille des culicidés, n'a qu'un très faible rayon de vol. Cependant, je ne m'y fie nullement. J'aimerais que le ministre fasse de gros efforts pour obtenir de l'État de Washington et du secrétaire à l'agriculture des États-Unis, M. Butz, qu'ils examinent bien ce programme et qu'ils l'appliquent à leur État, car il y va de la sécurité du bétail du Sud de la Colombie-Britannique qui risque d'être atteint de nouveau.

● (1740)

Pour venir à des questions plus particulières qui me touchent d'un peu plus près, j'aimerais parler à présent de l'avenir de la station de recherche de Kamloops. Cet établissement fait des recherches sur l'utilisation des pâturages depuis 1936. C'est une station de valeur, comme elle l'a prouvé depuis sa création et elle répond bien aux besoins des éleveurs de la province.

Mais dernièrement son personnel de recherche a été réduit à 5 personnes. Au cours des années, il y avait en général 7 chercheurs environ qui se consacraient à la recherche sur les animaux, sur les sols, sur l'utilisation des